



Communiqué de presse

Policier-e-s dans les écoles ? Pour nous c'est NON !

La Mairie de Nice a annoncé en Comité Technique, lors de sa séance du 17 janvier 2017, l'affectation de 130 policiers municipaux à l'intérieur des écoles publiques de la ville.

Des mesures de sécurité ont déjà été mises en œuvre dans les écoles de Nice : panneaux métalliques autour des écoles, bouton d'alarme, nouvelles caméras, contrôle très strict des entrées interdisant de fait la présence des parents dans les écoles, personnels en gilets jaunes, agents de sécurité devant les écoles...

Il s'agit d'une nouvelle étape, une surenchère sécuritaire qui ne semble avoir aucune limite, alors que, notamment après le 14 juillet 2016, les Niçois ont besoin d'une école synonyme de tranquillité, d'apaisement et de sérénité. Cette décision nous semble particulièrement anxiogène pour toute la communauté éducative.

L'affectation d'un policier municipal armé à l'intérieur d'un établissement scolaire serait une première en France et dans l'histoire de la République, et aboutirait à faire requalifier tout ou partie de chaque école concernée en « poste de police », conformément à la réglementation en vigueur.

Faut-il rappeler que l'école républicaine a un objectif éducatif avant tout, et ne saurait s'accommoder de cette double casquette ?

Bien sûr, des policiers sont appelés à intervenir au sein des écoles, régulièrement pour des missions de prévention, parfois pour des missions de police judiciaire. Mais l'idée de la présence systématique de policiers en arme dans une école choque les parents, les enseignants, et les citoyens.

Nous dénonçons les propos tenus dans la presse locale par l'adjoint à l'éducation : celui-ci prétend que les directeurs et directrices d'école de la ville, informés du projet par courrier, n'ont eu aucune réaction. Or, ce courrier annonçait uniquement le remplacement des vigiles, affectés à l'extérieur des enceintes scolaires, par des policiers municipaux. Il ne mentionne pas la présence de policiers armés à l'intérieur des enceintes.

Aussi, nous, associations de parents d'élèves et organisations syndicales, affirmons que nous sommes opposé-e-s au principe même de la présence quotidienne à l'intérieur des écoles de policiers municipaux armés ou pas, même si nous sommes d'accord pour une sécurisation efficace des établissements.

Cgt-Educ'Action, Cgt NMCA Territoriaux, FCPE, Se-Unsa, Snuipp-Fsu, Fsu